

## Bijlage 17

Funcionaam : Arbeidsauditeur  
Onderdeel : Arbeidsrechtbank  
Omvang : minder dan 10 magistraten

Criterium nr. :	Algemene criteria :
1.	Juridische kennis
2.	Integriteit - beroepsethiek
3.	Visie
4.	Omgevingsbewustzijn
5.	Groepsgericht leiderschap
6.	Plannen en organiseren
7.	Voortgangscontrole
8.	Besluitvaardigheid
9.	Zin voor openbare dienstverlening
Criterium nr. :	Specifieke criteria :
3.	Actief luisteren
6.	Overtuigingskracht

Gezien om te worden gevoegen bij Ons besluit van 9 mei 2008.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. VANDEURZEN

## Annexe 17

Nom de la fonction : Auditeur du travail  
Juridiction : Tribunal du travail  
Effectif : cadre de moins de 10 magistrats du ministère public

Critère n° :	Critères généraux :
1.	Connaissances juridiques
2.	Intégrité – Ethique professionnelle
3.	Vision
4.	Maîtrise du contexte extérieur
5.	Aptitude à diriger un groupe
6.	Planification et organisation
7.	Contrôle d'avancement
8.	Esprit de décision
9.	Sens du service public
Critère n° :	Critères spécifiques :
3.	Ecoute active
6.	Force de persuasion

Vu pour être annexés à Notre arrêté du 9 mai 2008.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. VANDEURZEN

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 1687

[2008/201840]

**8 MAI 2008. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds de solidarité internationale pour l'eau (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est inséré à la fin de l'article D.1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la partie I<sup>re</sup> de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Sur la base du principe de solidarité internationale, la Région et ses citoyens participent à la mise en œuvre effective du droit à l'eau par des actions de développement."

**Art. 2.** Il est inséré dans le titre II de la partie III de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau une section 1<sup>re</sup>bis intitulée "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" et comprenant les articles D.233bis à D.233bis-10, rédigée comme suit :

*"Section 1<sup>re</sup>bis. — Fonds de solidarité internationale pour l'eau*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**A. Définitions**

*Art. D.233bis.* - Au sens de la présente section, on entend par :

1° "promoteur" : toute ville, commune ou province de la Région; tout opérateur public wallon de l'eau; toute O.N.G. reconnue par la Région wallonne pour ce programme;

2° "projet" : toute initiative ou action visant à développer ou à favoriser l'accès à l'eau destinée à la consommation humaine ainsi qu'à l'assainissement public dans les pays en voie de développement;

3° "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" : le mécanisme financier instauré par la présente section et faisant intervenir les opérateurs de l'eau, la Direction des Relations internationales du Ministère de la Région wallonne et l'organisme en charge de la gestion financière du fonds désigné par le Gouvernement;

4° "administration" : la Direction des Relations internationales du Ministère de la Région wallonne.

**B. Objectif**

*Art. D.233 bis - 1.* - La présente section a pour objectif de créer le Fonds de solidarité internationale pour l'eau afin de cofinancer tout projet présenté par un ou plusieurs promoteurs.

L'aide humanitaire d'urgence n'est pas financée par le fonds.

## Sous-section 2. — Mécanisme financier

*Art. D.233bis - 2.* L'aide financière est assurée par le Fonds de solidarité internationale pour l'eau.

Ce fonds est alimenté par :

- la Région;
- les distributeurs, les organismes d'assainissement agréés et la S.P.G.E. sur base volontaire;
- des dons et legs émanant de toute personne physique ou morale.

Les distributeurs, les organismes d'assainissement agréés et la S.P.G.E. s'engagent à participer à l'alimentation du fonds sur la base d'un protocole signé avec le Ministre ayant l'eau dans ses attributions. Le protocole précise les modalités de cette contribution et porte sur une durée minimale de trois ans.

*Art. D.233bis - 3.* L'organisme en charge de la gestion du fonds, dans les conditions et limites de la présente section, a pour mission d'assurer la gestion financière du Fonds de solidarité internationale pour l'eau. En fin d'année, le solde disponible non utilisé est automatiquement reporté à l'année suivante. Tout produit financier généré par le fonds est porté en compte au profit du fonds.

L'organisme vérifie le montant des contributions versées annuellement par chaque opérateur de l'eau. Il est chargé d'effectuer le recouvrement des montants dus par les opérateurs de l'eau qui n'ont pas été versés.

Sur instruction de l'administration, l'organisme effectue les paiements aux promoteurs des projets sélectionnés.

Pour le 31 mai de chaque année, l'organisme établit et communique aux Ministres compétents ainsi qu'à l'administration un rapport financier sur la gestion du fonds. Le contenu de ce rapport est déterminé par le Gouvernement.

Cet organisme et l'administration ne sont pas rémunérés pour ces missions.

## Sous-section 3. — Appel à projets et financement des projets

*Art. D.233bis - 4.* Tout projet de développement pour l'accès à l'eau ou à l'assainissement des eaux usées peut être éligible au Fonds de solidarité internationale pour l'eau selon les conditions fixées par le Gouvernement.

*Art. D.233bis - 5.* Il est instauré par l'administration un appel à projets annuel. Les dates d'appels et de remise des dossiers de projets sont déterminées dans le règlement visé à l'article D.233bis - 8.

*Art. D.233bis - 6.* Le montant maximal du cofinancement apporté par le fonds aux projets est déterminé par le Gouvernement.

Le financement intervient jusqu'à concurrence d'un maximum de 87,5 % du montant total du projet. Le solde, soit un minimum de 12,5 %, est financé par le promoteur.

Le financement en espèces à charge des promoteurs doit être au minimum de 7 %. Le solde de l'apport propre peut être réalisé en nature.

La quotité maximale d'intervention du fonds peut, à titre exceptionnel et sur avis motivé du comité visé à l'article D.233bis - 9, être majorée selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle de l'utilisation des aides financières octroyées.

## Sous-section 4. — Sélection des projets

*Art. D.233bis - 7.* Le projet est introduit à l'administration, qui assure le suivi et le contrôle administratif des projets.

*Art. D.233bis - 8.* Pour être recevable, le projet comporte une présentation détaillée comprenant notamment le budget prévu en y distinguant particulièrement les frais d'investissements et d'encadrement, des charges administratives non dévolues directement à l'aide au développement.

Un règlement annuel fixe les modalités d'introduction et d'examen des projets. Le Gouvernement détermine le contenu minimal de ce règlement et les modalités d'adoption de celui-ci.

L'administration instruit les dossiers et remet un avis au Gouvernement après examen par un comité chargé de remettre un avis. Le Gouvernement détermine les modalités de sélection des projets.

*Art. D.233 bis - 9.* Le Gouvernement détermine la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'avis.

Le comité d'avis comporte au minimum des représentants des O.N.G. reconnues, des communes, d'Aquawal et des administrations concernées. Il peut également faire appel à des experts extérieurs.

## Sous-section 5. — Information

*Art. D.233bis - 10.* L'administration rédige, en collaboration avec l'organisme en charge de la gestion financière du fonds, le rapport annuel des activités du fonds. Celui-ci est adressé au Gouvernement au plus tard pour le 30 juin de l'exercice suivant.

Un résumé de ce rapport est également établi par l'administration au plus tard pour le 30 juin en vue de sa diffusion auprès des consommateurs d'eau via les portails des relations internationales et de l'environnement du site de la Région wallonne.

Le contenu de ce rapport et du résumé de celui-ci est déterminé par le Gouvernement."

**Art. 3.** A l'article D.321 du même Livre, il est inséré un 8° libellé comme suit :  
"8° la contribution au Fonds de solidarité internationale pour l'eau; "

Le 8° devient le 9°.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 mai 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon.* — 755 (2007-2008) N<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 30 avril 2008.

Discussion. Votes.

—  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1687

[2008/201840]

**8. MAI 2008 — Dekret zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser betrifft (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Am Ende des Artikels D.1 des Titels I des Teils I des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"4. Auf der Grundlage des Prinzips der internationalen Solidarität beteiligen sich die Region und deren Bürger an der effektiven Einführung des Rechts auf Wasser durch Entwicklungsaktionen."

**Art. 2** - In den Titel II des Teils III des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Abschnitt *1bis* mit dem Titel "Internationaler Solidaritätsfonds für Wasser" eingefügt, der die Artikel D.233*bis* bis D.233*bis* - 10 mit folgendem Wortlaut enthält:

"Abschnitt *1bis* — Internationaler Solidaritätsfonds für Wasser"

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

A. Definitionen

*Art. D.233bis.* Im Sinne des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Projekträger": jede Stadt, Gemeinde oder Provinz der Region; jeder wallonische öffentliche Wasserbetreiber; jede von der Wallonischen Region für dieses Programm anerkannte NRG;

2° "Projekt": jede Initiative oder Aktion, die darauf abzielt, den Zugang zu dem für den menschlichen Verbrauch bestimmten Wasser sowie zur öffentlichen Abwasserreinigung in den Entwicklungsländern zu entwickeln oder zu fördern;

3° "Internationaler Solidaritätsfonds für Wasser": der Finanzierungsmechanismus, der durch den vorliegenden Abschnitt eingeführt wird und an dem die Wasserbetreiber, die Direktion der internationalen Beziehungen des Ministeriums der Wallonischen Region und die von der Regierung bezeichnete und mit der Finanzverwaltung des Fonds beauftragte Einrichtung beteiligt sind;

4° "Verwaltung": die Direktion der internationalen Beziehungen des Ministeriums der Wallonischen Region.

B. Ziel

*Art. D.233bis - 1.* — Der vorliegende Abschnitt hat zum Ziel, einen internationalen Solidaritätsfonds für Wasser zu schaffen, um jedes von einem oder mehreren Projektträgern vorgelegte Projekt mitzufinanzieren.

Die humanitäre Soforthilfe wird nicht durch diesen Fonds finanziert.

#### Unterabschnitt 2 — Finanzierungsmechanismus

*Art. D.233bis - 2.* Die Finanzhilfe wird vom internationalen Solidaritätsfonds für Wasser gewährleistet.

Dieser Fonds wird finanziert von:

- der Region;
- den Wasserversorgern, den zugelassenen Vereinigungen für die Klärung und der "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung));
- Spenden und Vermächtnissen, die von jeglicher natürlichen oder juristischen Person herkommen.

Die Wasserversorger, die zugelassenen Vereinigungen für die Klärung und die "S.P.G.E." verpflichten sich, ihren Beitrag zur Finanzierung des Fonds auf der Grundlage eines mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, unterzeichneten Protokolls zu leisten. Das Protokoll enthält die Modalitäten dieses Beitrags und bezieht sich auf eine Mindestdauer von drei Jahren.

*Art. D.233bis - 3.* Die mit der Verwaltung des Fonds beauftragte Einrichtung hat im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen des vorliegenden Abschnitts zur Aufgabe, die Finanzverwaltung des internationalen Solidaritätsfonds für Wasser zu übernehmen. Am Jahresende wird der nicht verwendete verfügbare Restbetrag automatisch auf das folgende Jahr übertragen. Jedes durch den Fonds erzeugte Finanzprodukt wird zugunsten des Fonds angerechnet.

Die Einrichtung überprüft den Betrag der jährlich von jedem Wasserbetreiber überwiesenen Beiträge. Sie wird damit beauftragt, die Beitreibung der von den Wasserbetreibern geschuldeten Beträge, die nicht zugeführt wurden, vorzunehmen.

Auf Anweisung der Verwaltung nimmt die Einrichtung die Zahlungen an die Projektträger der ausgewählten Projekte vor.

Für den 31. Mai eines jeden Jahres erstellt die Einrichtung einen Finanzbericht über die Verwaltung des Fonds und übermittelt diesen den zuständigen Ministern sowie der Verwaltung. Der Inhalt dieses Berichts wird von der Regierung bestimmt.

Diese Einrichtung und die Verwaltung werden nicht für diese Aufgaben entlohnt.

#### Unterabschnitt 3 — Aufruf zur Projekteinreichung und Finanzierung der Projekte

*Art. D.233bis - 4.* Jedes Entwicklungsprojekt für den Zugang zum Wasser oder zur Abwasserreinigung kann unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen beim internationalen Solidaritätsfonds für Wasser zugelassen werden.

*Art. D.233bis - 5.* Die Verwaltung führt einen jährlichen Aufruf zur Projekteinreichung ein. Die Daten zu dem Aufruf und zur Einreichung der Projektakten werden in der in Artikel D.233bis-8 erwähnten Regelung festgelegt.

*Art. D.233bis - 6.* Der Höchstbetrag der Mitfinanzierung, die den Projekten von dem Fonds zugeführt wird, wird von der Regierung bestimmt.

Die Finanzierung erfolgt bis zu einem Betrag von höchstens 87,5% des Gesamtbetrags des Projekts. Der Restbetrag, das heißt mindestens 12,5%, wird vom Projektträger finanziert.

Die Finanzierung in bar zu Lasten der Projektträger muss mindestens 7% betragen. Der Restbetrag der Eigeneinlage kann als Sacheinlage eingebracht werden.

Der maximale Beitragsanteil des Fonds kann ausnahmsweise und auf begründetes Gutachten des in Artikel D.233bis-9 erwähnten Ausschusses gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten erhöht werden.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Kontrolle der Verwendung der gewährten Finanzhilfen.

#### Unterabschnitt 4. — Auswahl der Projekte

*Art. D.233bis - 7.* Das Projekt wird bei der Verwaltung eingereicht, die die administrative Bearbeitung und Überwachung der Projekte übernimmt.

*Art. D.233bis - 8.* Um zulässig zu sein, muss das Projekt im Einzelnen vorgestellt werden und insbesondere die vorgesehenen Haushaltsmittel umfassen, wobei vor allem die Investitions- und Rahmenkosten von den Verwaltungsaufwänden, die nicht unmittelbar auf die Entwicklungshilfe zufallen, unterschieden werden.

In einer jährlichen Regelung werden die Modalitäten für die Einreichung und Begutachtung der Projekte festgelegt. Die Regierung bestimmt den Mindestinhalt dieser Regelung und die Modalitäten für deren Verabschiedung.

Die Verwaltung untersucht die Akten und übermittelt der Regierung nach Untersuchung durch einen mit der Abgabe eines Gutachtens beauftragten Ausschuss ein Gutachten. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Auswahl der Projekte.

*Art. D.233bis - 9.* Die Regierung bestimmt die Zusammensetzung und die Modalitäten für die Arbeitsweise des Gutachterausschusses.

Der Gutachterausschuss setzt sich mindestens aus Vertretern der anerkannten NRG, der Gemeinden, von "Aquawal" und der betroffenen Verwaltungen zusammen. Er kann ebenfalls auswärtige Sachverständige heranziehen.

#### Unterabschnitt 5 — Information

*Art. D.233bis - 10.* In Zusammenarbeit mit der mit der Finanzverwaltung des Fonds beauftragten Einrichtung verfasst die Verwaltung den Jahresbericht der Tätigkeiten des Fonds. Dieser wird der Regierung spätestens bis zum 30. Juni des darauffolgenden Haushaltsjahres übermittelt.

Spätestens bis zum 30. Juni wird ebenfalls von der Verwaltung eine Zusammenfassung dieses Berichts verfasst, um diese unter die Wasserverbraucher über die Portale der internationalen Beziehungen und der Umwelt der Webseite der Wallonischen Region zu verbreiten.

Der Inhalt dieses Berichts und von dessen Zusammenfassung wird von der Regierung bestimmt."

**Art. 3** - In Artikel D.321 desselben Buches wird ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° der Beitrag zum internationalen Solidaritätsfonds für Wasser;"

Der Punkt 8° wird zum Punkt 9°.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Mai 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) Sitzung 2007-2008.

*Dokumente des Wallonischen Parlaments* — 755 (2007-2008) Nrn. 1 bis 2.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 30. April 2008

Diskussion. Abstimmung.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1687

[2008/201840]

**8 MEI 2008.** — **Decreet tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" (Internationaal solidariteitsfonds voor water) (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Aan het einde van artikel D.1 van titel I van deel I van het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. "Op basis van het principe van internationale solidariteit nemen het Gewest en zijn burgers deel aan de effectieve uitvoering van het recht op water door ontwikkelingsacties."

**Art. 2.** Titel II van deel III van het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met een afdeling 1bis met als opschrift "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" die de artikelen D.233 bis tot D.233bis 10 bevat, luidend als volgt :

*"Afdeling 1bis. — Fonds de solidarité internationale pour l'eau"*

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

A Begripsomschrijving

*Art. D.233bis.* In de zin van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° "promotor" : elke stad, gemeente of provincie van het Gewest; elke Waalse openbare wateroperator; elke NGO die voor dit programma door het Waalse Gewest erkend wordt;

2° "project" : elk initiatief of actie die de toegang tot het voor menselijke consumptie bestemde water alsook de openbare sanering in de ontwikkelingslanden steunt en ontwikkelt;

3° "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" : het krachtens deze afdeling ingestelde financieel mechanisme tot inschakeling van de wateroperatoren, de Directie Internationale Betrekkingen van het Ministerie van het Waalse Gewest en de instelling die door de Regering aangewezen wordt om het financieel beheer van het fonds waar te nemen;

4° "administratie" : de Directie Internationale Betrekkingen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

B. Doel

*Art. D.233bis - 1.* Deze afdeling beoogt de oprichting van een "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" om elk project te cofinancieren dat door een of meerdere promotors wordt voorgedragen.

De humanitaire noodhulp wordt niet door het fonds gefinancierd.

Onderafdeling 2. — Financieel mechanisme

*Art. D.233bis - 2.* Het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" staat in voor de financiële hulp.

Dit fonds wordt gefinancierd door :

— het Gewest;

— de verdelers, de erkende saneringsinstellingen en de S.P.G.E. (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) op vrijwillige basis;

— giften en legaten van elke natuurlijke of rechtspersoon.

De verdelers, de erkende saneringsinstellingen en de S.P.G.E. verbinden er zich toe aan de financiering van het fonds deel te nemen op basis van een protocol dat gesloten wordt met de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is. Het protocol bepaalt de modaliteiten van deze bijdrage en duurt minstens drie jaar.

*Art. D.233bis - 3.* — De met het beheer van het fonds belaste instelling heeft als opdracht het financieel beheer van het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau", met inachtneming van de voorwaarden en perken waarin deze afdeling voorziet. Aan het einde van het jaar wordt het niet gebruikte beschikbare saldo automatisch overgedragen naar het volgende jaar. Elk financieel product voortgebracht door het fonds wordt ten gunste van het fonds aangerekend.

De instelling controleert het bedrag van de bijdragen die jaarlijks door elke wateroperator worden gestort. Ze wordt ermee belast de door de wateroperatoren verschuldigde bedragen te innen die niet werden betaald.

In opdracht van de administratie betaalt de instelling de promotors van de geselecteerde projecten.

De instelling maakt jaarlijks voor 31 mei een financieel verslag op, dat ze aan de bevoegde Ministers en aan de administratie overmaakt. De inhoud van dat verslag wordt door de Regering bepaald.

Deze instelling en de administratie worden voor deze opdrachten niet vergoed.

Onderafdeling 3 - Oproep tot projecten en financiering van de projecten

*Art. D.233bis - 4.* Elk ontwikkelingsproject voor de toegang tot water of tot de sanering van afvalwater kan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden in aanmerking komen voor het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau".

*Art. D.233bis - 5.* De administratie voorziet in een jaarlijkse oproep tot projecten. De datums voor de oproep en voor het indienen van de projectdossiers liggen vast in het reglement bedoeld in artikel D.233bis - 8.

*Art. D.233 bis - 6.* Het maximumbedrag van de cofinanciering dat het fonds voor de projecten bestemt wordt door de Regering bepaald.

De financiering bedraagt maximum 87,5 % van het totaalbedrag van het project. Het saldo, met name minstens van 12,5 % , wordt door de promotor gefinancierd.

De financiering in contant geld ten laste van de promotors bedraagt minstens 7 % . Het saldo van de eigen inbreng kan in natura worden geregeld.

De maximale quotiteit inzake tegemoetkoming van het fonds kan, bij uitzondering en na gemotiveerd advies van het comité bedoeld in artikel D.233bis - 9, worden verhoogd volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De Regering bepaalt de modaliteiten inzake de controle van het gebruik van de toegekende financiële hulp.

#### Onderafdeling 4. — Selectie van de projecten

*Art. D.233bis - 7.* Het project wordt ingediend bij de administratie, die voor de opvolging en de administratieve controle van de projecten zorgt.

*Art. D.233bis - 8.* Om ontvankelijk te zijn moet het project uitvoerig worden voorgesteld, met o.a. de voorziene begroting, waarbij vooral de investerings- en begeleidingskosten worden onderscheiden van de administratieve kosten die niet rechtstreeks worden besteed aan ontwikkelingshulp.

Een jaarlijkse regeling bepaalt de modaliteiten voor het indienen en het onderzoeken van de projecten. De Regering bepaalt de minimuminhoud van deze regeling en de modaliteiten voor de aanneming ervan.

De administratie behandelt de dossiers en brengt advies uit aan de Regering na onderzoek door een comité dat om adviesverlening verzocht wordt. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de selectie van de projecten.

*Art. D.233bis - 9.* De Regering bepaalt de samenstelling en de modaliteiten voor de werking van het adviescomité.

Het adviescomité bestaat minstens uit vertegenwoordigers van de erkende NGO's, de gemeenten, Aquawal en de betrokken administraties. Het kan ook beroep doen op externe deskundigen.

#### Onderafdeling 5. — Informatie

*Art. D.233 bis - 10.* De administratie stelt het jaarverslag over de activiteiten van het fonds op in samenwerking met de instelling die het financieel beheer van het fonds waarneemt. Dat verslag wordt uiterlijk 30 juni van het volgend boekjaar aan de Regering overgemaakt.

Uiterlijk 30 juni wordt ook een samenvatting van dat verslag door de administratie opgesteld om het onder de waterverbruikers te verspreiden via de portalen van de internationale betrekkingen en het leefmilieu van de site van het Waalse Gewest.

De inhoud van dat verslag en van de samenvatting ervan wordt door de Regering bepaald."

**Art. 3.** In artikel D.321 van hetzelfde Boek wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

"8° de bijdrage tot het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau";".

Punt 8° wordt punt 9°.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement.* — 755 (2007-2008) Nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag.* Openbare vergadering van 30 april 2008.

Bespreking. Stemmingen.